

Sur le fédéralisme ¹

L'héritage de Proudhon : Le fédéralisme

Le fédéralisme est au yeux de Proudhon un système d'organisation fonctionnel et rationnel dont l'objectif est d'éviter les inconvénients de la centralisation politique et ceux de l'émiettement : il ne part pas de présupposés idéologiques mais se plaque sur la réalité de l'existence des populations organisées. La société est un ensemble vivant, complexe et mouvant. Les contradictions dont elle est parcourue sont la condition de son existence : « se distinguer, se définir, c'est être ; de même que se confondre et s'absorber, c'est se perdre » ².

Proudhon est féroce opposé à la notion d'Etat unitaire et d'indivision du politique. Au contraire de Marx, il ne prend pas à son compte le projet de centralisation politique entamé par la monarchie française et continué par le jacobinisme. Il pense au contraire que là où « la masse d'un tout domine les parties, là aussi se rencontre l'immobilisme, le retard » ³. Il estime que chaque groupement constitué ayant un minimum de cohérence et de cohésion doit être maître chez lui.

« Chaque groupe ou variété de population, chaque race, chaque langue est maîtresse de son territoire. Chaque cité, garantie par ses voisines, est reine dans le cercle formé par son rayonnement ⁴. »

Dans les Etats unitaires, la société est « destituée de toute espèce de garantie, politique et économique ». Mais, objecte-t-on les Etats fédéralistes existants – Suisse et Etats-Unis – n'offrent pas plus de garantie. C'est que dans ces régimes, la société ne bénéficie que de garanties *politiques*. « Ni en Suisse, ni aux États-Unis, nous ne trouvons la mutualité organisée : or, sans une série d'institutions mutualistes, sans droit économique, la forme politique reste impuissante ⁵. » Proudhon proclame comme « base du droit fédératif et de tout ordre politique, le droit économique ». Bakounine dira les choses plus clairement encore : tant que la propriété des moyens de production restera privée, aucun régime politique de pourra assurer l'émancipation du prolétariat.

¹ Extrait de *Genèse de l'anarchisme*, inédit, René Berthier.

² *Capacité politique*.

³ *Nouvelles observations sur l'unité italienne*, publiées dans le tome XVI des *Œuvres complètes* éd. Lacroix (*Les majorats littéraires*), p. 232.

⁴ *De la Capacité politique des classes ouvrières*.

⁵ *Capacité politique*, Rivière, p. 207.

Il ne s'agit cependant pas d'un éparpillement du pouvoir consécutif à la coexistence de groupements autonomes, car la cohésion de l'ensemble est assurée, juridiquement, par « la promesse que se font les uns aux autres les divers groupes souverains : 1° de se gouverner eux-mêmes mutuellement et de traiter avec leurs voisins selon certains principes; 2° de se protéger contre l'ennemi du dehors et la tyrannie du dedans; 3° de se concerter dans l'intérêt de leurs exploitations et de leurs entreprises respectives, comme aussi de se prêter assistance dans leurs infortunes »⁶.

Il ne s'agit pas, par conséquent, de nier la nécessité d'un gouvernement, mais de mettre en place un système où « le centre politique est partout, la circonférence nulle part » : le gouvernement est alors « chargé de veiller à l'exécution du pacte et à l'amélioration de la chose commune ».

« Ainsi, transporté dans la sphère politique, ce que nous avons appelé jusqu'à présent mutuellisme ou garantisme prend le nom de *fédéralisme*. Dans une simple synonymie nous est donnée la Révolution tout entière, politique et économique⁷. »

Le système fédératif est « l'opposé de la hiérarchie ou centralisation administrative et gouvernementale »⁸. Comme mode d'organisation, il est la réponse anarchiste à l'Etat centralisé des communistes. Il est la réponse à l'étatisme et à ce titre il constitue l'épine dorsale de la conception libertaire de l'organisation. Et dans la mesure où l'organisation des forces qui doivent abattre l'Etat constitue le modèle de la société qui doit s'y substituer, le fédéralisme est à la fois la forme de l'association des producteurs aujourd'hui et celle qu'elle aura demain. La société économique d'aujourd'hui contient en elle-mêmes le principe de son organisation future.

L'anarchisme n'est donc pas une simple critique de l'Etat comme organe de répression au service de la bourgeoisie ou comme accaparement de la force collective de la société. Il est ce mouvement qui entend restituer à la société des producteurs le pouvoir social dont ils ont été spoliés. On comprend donc que la problématique de l'anarchisme n'est pas la prise du pouvoir politique par une élite se substituant aux anciennes élites mais la restitution aux producteurs de leur pouvoir social. « Ce que nous mettons à la place du gouvernement, nous l'avons fait voir, c'est l'organisation industrielle », dit Proudhon dans *Idée générale de la Révolution*⁹.

En 1848, Proudhon s'oppose à Louis Blanc qui veut faire de l'Etat le serviteur de la démocratie. L'Etat et son pouvoir centralisé sont antinomiques de l'auto-organisation de la société.

⁶ *Capacité politique*.

⁷ *De la Capacité politique des classes ouvrières*.

⁸ *Du principe fédératif*, éd. Lacroix, t. VIII, p. 47.

⁹ Edition Lacroix, p. 259.

C'est à cette période qu'il formule une critique de la démocratie : le suffrage universel aurait pour conséquence l'échec de la révolution sociale. La démocratie représentative dépossède le peuple de sa souveraineté ; un gouvernement élu au suffrage universel crée une pseudo-représentation du peuple, extérieure à lui : « La démocratie n'est, ainsi que la monarchie, qu'une symbolique de la souveraineté », dit-il dans *Solution du problème social*.

La solution du problème social ne se pose pas en termes politiques mais économiques, ou plutôt socio-économiques. La souveraineté du peuple ne peut résulter que d'une réorganisation des rapports sociaux qui détruirait l'appropriation des forces collectives. Il s'agit de mettre en œuvre l'« organisation des forces économiques », selon l'expression qu'il emploie dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. Le principe d'organisation nécessaire à la mise en œuvre de ce projet est le fédéralisme qui maintient le pluralisme des centres de production dont l'autonomie, limitée à leur sphère d'intervention, est associée par le pacte fédératif dans un ensemble organisé. C'est la démocratie appliquée à l'ensemble de l'organisation économique. Cette structuration industrielle et agricole sera doublée d'une organisation identique au niveau des localités. L'ensemble est chapeauté par une « autorité fédérale » qui est la condition du fonctionnement de l'ensemble

Il ne s'agit en aucun cas d'une dispersion où chaque centre de décision serait indépendant et autarcique mais au contraire d'un système intégré de gestion dont les « flux » ne proviendraient plus du centre pour s'étendre à la périphérie, comme dans le système étatique, mais iraient de la périphérie au centre.

Il convient tout de même de situer les positions de Proudhon dans le contexte. En 1850 ce qu'il disait revêtait un caractère authentiquement révolutionnaire. Nous aurons l'occasion de montrer que les revendications pour lesquelles les anarchistes, ou le mouvement ouvrier en général se battaient ont été souvent en partie réalisées depuis. Ainsi lorsque Proudhon dit que « la commune a le droit de se gouverner elle-même, de s'administrer, de s'imposer des taxes, de disposer de ses propriétés et de ses revenus... »¹⁰, la chose paraît banale aujourd'hui, et force est de constater que si les communes françaises réalisent aujourd'hui en grande partie ces opérations, l'émancipation des travailleurs n'est cependant pas réalisée. Mieux, la tendance même de l'Etat capitaliste d'aujourd'hui est de décentraliser les fonctions qui lui revenaient jusqu'ici.

Il faut de même réinterpréter une revendication telle que l'autonomie des communes en matière d'éducation. A l'époque, il s'agissait d'ôter le monopole de l'instruction à l'Eglise. Il

¹⁰ *De la capacité politique des classes ouvrières*, p. 286.

n'est pas certain qu'aujourd'hui l'autonomie totale des communes sur cette question soit un progrès. La question mériterait en tout cas d'être débattue.

D'une façon générale, l'idée de Proudhon était que la décentralisation des centres de pouvoir constitue un barrage à la puissance oppressive de l'Etat. Là encore, il faut réinterpréter. En 1850, l'Etat était essentiellement un instrument de répression ; il n'était pas investi de la fonction de la gestion du social. La notion de « service public » n'existait pas.

Le concept de fédéralisme est né en fait du débat sur la démocratie directe au milieu du XIX^e siècle. On considérait alors que l'échec de la révolution de 1848 était dû à la trahison du peuple par ses élus. Il fallait donc trouver un remède radical ; le peuple devra, à l'avenir, faire ses lois lui-même et en contrôler lui-même l'exécution. On supprime en somme les intermédiaires entre la décision et l'exécution.

Proudhon a toujours dit que le peuple devait gérer lui-même ses propres affaires, sans intermédiaires ni mandataires, mais le champ d'application de cette action directe était alors limité à l'économie, la production et l'échange. Or, la démocratie directe appliquée au domaine politique signifie une mobilisation permanente qui paralyse toute activité. C'est pourquoi le suffrage universel permanent ne lui paraît pas être un bon moyen de gouvernement : « Le vote universel est l'expression parcellaire des citoyens, une somme, non une pensée collective, la résultante synthétique des éléments populaires. Le scrutin ne donne qu'un écho mort ¹¹. » Cette distinction entre « somme » et « pensée collective » est essentielle pour comprendre Proudhon. La démocratie politique, fondée sur le suffrage universel, appelle les électeurs à s'exprimer à intervalles réguliers séparés par plusieurs années. Le suffrage exprime donc à un moment donné la « somme » des points de vue des électeurs qui, entre deux élections, restent totalement passifs. Il n'y a pas de « pensée collective ».

En d'autres termes, la démocratie directe et permanente généralisée à l'ensemble de la société ne serait qu'une duperie. Proudhon propose alors un système qui fera vivre le peuple « sans gouvernement et sans votes. Le seul moyen est la création de garanties économiques [et l'] indépendance administrative complète des communes, cantons, départements. En un mot, centralisation de toutes les forces économiques ; décentralisation de toutes les fonctions politiques ¹². » L'idée pourra en surprendre plus d'un, et particulièrement dans le mouvement anarchiste. Pourtant, Proudhon n'est pas le seul à la partager.

Lorsque Bakounine examine par exemple le système fédéral suisse – et il consacre de nombreuses pages à ce sujet – il constate que les progrès accomplis depuis 1848 sont, dans le domaine fédéral, surtout des progrès d'ordre économique :

¹¹ Carnet 8, p. 275.

¹² Carnet 8, p. 276.

unification des monnaies, des poids et mesures, les grands travaux publics, les traités de commerce, etc. Et il commente :

« On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout... La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations ¹³. »

Surprenante prise de position, pensera-t-on. L'idée est pourtant simple : la prise de décision, qui relève du politique, doit se faire de manière décentralisée à tous les échelons du corps social. Cela présuppose évidemment que les éléments d'information nécessaires pour prendre les décisions soient connus et débattus.

Proudhon n'est pas satisfait, cependant. Il a l'impression qu'il manque quelque chose dans son système. « J'ai bien envie, dit-il, de faire une brochure en réponse à ces messieurs qui se parent de mes plumes » ¹⁴... On notera au passage que le pourfendeur de la propriété est très soucieux de revendiquer ce qui lui revient en matière de propriété intellectuelle.

Ce qui le retient de répondre, c'est qu'il a conscience que sa propre réponse est insuffisante, pas assez élaborée. Et d'ailleurs, que la démocratie soit ou non directe, l'addition des votes individuels imposera à la minorité le point de vue de la majorité, ce sera toujours la « synthèse gouvernementale : la démocratie directe reste une expression, peut-être la plus hypocrite, de l'idée gouvernementale »...

L'analyse proudhonienne du système représentatif est impossible à résumer car elle est extrêmement complexe. Elle est en particulier fondée sur l'idée de révocabilité des représentants. Sa critique doit être inscrite dans le contexte : il a été témoin de la mise en place du système qui a conduit à l'élection du futur Napoléon III. Cependant, l'examen de l'œuvre de Proudhon montre qu'il est plus critique envers les *modalités* d'application du suffrage universel qu'envers le principe même. Bakounine lui-même ne s'oppose pas au principe du suffrage universel :

« Est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires ¹⁵, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le

¹³ Œuvres, éd. Champ libre, V, 61.

¹⁴ Carnet 9, p. 20.

¹⁵ On notera que Bakounine ne se qualifie nullement d'« anarchiste ».

suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes ¹⁶. »

On ne saurait donc conclure de la critique bakouninienne du système représentatif à l'apologie du « vide » politique, du « néant » et d'une spontanéité transcendante à partir desquels les « masses » découvrirait de façon immanente des formes politiques nouvelles et radicalement différentes. La critique bakouninienne de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie (et de ses techniques à peu près immuables) mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

Le point de vue des fondateurs de l'« anarchisme » ne saurait donc se limiter aux opinions réductrices qui en ont été faites par nombre d'anarchistes après eux.

L'unité

Proudhon se rend compte de la nécessité de réaliser l'unité de la société, et c'est pourquoi il rejette l'éclatement que produirait la démocratie directe généralisée. Si on substitue à l'addition des votes individuels l'addition des votes de structures autonomes que seraient les communes, les ateliers, etc., rien de fondamental ne serait changé : ces structures autonomes se comporteraient comme des individualités parcellaires, et, ajoutées les unes aux autres, ne constitueraient pas une communauté. L'« unité parlementaire et administrative » aussi bien que le système « d'élections et de législations directes » sont également insatisfaisants : il faut, dit Proudhon, trouver « une théorie plus haute, un concept plus englobant, qui devra intégrer l'individu et le groupe, résoudre la contradiction de l'un et du multiple ». « C'est effrayant ce que soulève de questions le gouvernement direct ! dit-il ¹⁷. Il est opposé à la fausse unité du centralisme tout autant qu'au morcellement de l'autonomie intégrale. Cette contradiction sera résolue par le fédéralisme, qui permet la cohésion du système sans autorité : « le fédéralisme est la forme politique de l'humanité ¹⁸. » Ce n'est pas l'aspect centrifuge du fédéralisme, c'est-à-dire l'aspect qui insiste sur les autonomies des structures de base, qui intéresse avant tout Proudhon, mais la forme d'organisation qui assure l'unité sans contrainte d'un ensemble, et qui peut se résumer à ceci : « Les contractants se réservent toujours une part de souveraineté et d'action plus

¹⁶ « La situation politique en France », (Lettre à Palix), Lyon, 29 septembre 1870-début octobre 1870.

¹⁷ Carnet 8, p. 343.

¹⁸ *Justice*, II, p. 287-288. Cette idée sera également largement développée par Pierre Kropotkine.

grande que celle qu'ils abandonnent »¹⁹. Il y a donc, on le voit, *une certaine forme* d'abandon de la souveraineté dans le fédéralisme, c'est-à-dire dans l'anarchisme, contrairement aux idées reçues.

Au risque de surprendre, on peut dire que Proudhon²⁰ est l'un des inventeurs du « principe de subsidiarité » qui a été repris par l'Eglise catholique, mais dans un tout autre esprit. Ce principe part de l'idée qu'une initiative dans le domaine public doit être assumée par la plus petite entité concernée par le problème et capable de le résoudre. Lorsque le problème excède la capacité de cette entité, ou le champ d'intervention naturel de cet entité, la question est transférée à l'échelon supérieur. La subsidiarité peut être descendante ou ascendante. Descendante, c'est l'échelon supérieur qui décide des affaires qui doivent être dévolues à l'échelon inférieur. Ce principe, ainsi appliqué, n'exclut donc pas une réelle centralisation. C'est ce que fait le gouvernement français en se délestant d'un certain nombre de fonctions au profit des régions ou des départements. Ascendante, c'est l'échelon inférieur qui décide. Le fédéralisme proudhonien s'inscrit totalement dans l'idée de subsidiarité ascendante.

En résumé, le fédéralisme est un mode d'organisation dans lequel chaque instance constitutive de l'organigramme est autonome pour ce qui concerne les questions qui la concernent directement, et qui délègue, par l'intermédiaire d'un ou plusieurs représentants désignés, une parcelle de sa souveraineté dans les instances supérieures de l'organigramme pour les questions qui dépassent son propre champ d'intervention. Il n'y a donc ni captation de tout le pouvoir par le sommet (centralisme), ni éparpillement du pouvoir (autonomisme). Ce point sera au centre du débat qui opposera les deux tendances de la première Internationale, les « autoritaires » (centralistes) et les « anti-autoritaires » (fédéralistes).

Par ailleurs, la vision proudhonienne, comme celle de Bakounine et de Kropotkine, s'inscrit dans un cadre général réalisant le principe de mutualité, c'est-à-dire de démocratie économique dans lequel les moyens de production sont collectivement et solidairement entre les mains des producteurs associés.

L'autorité

C'est à partir de l'analyse du phénomène de la force collective que Proudhon fonde son étude sur le pouvoir. Il distingue entre force de production, qui relève du domaine de l'économie, et force d'organisation, qui relève du politique. Bakounine, plus tard, fera la même distinction. Proudhon en arrive à l'idée que « le pouvoir est immanent à la société comme l'attraction dans la matière, comme la Justice au cœur de

¹⁹ *Du principe fédératif*, p. 324.

²⁰ Avec John Locke et John Stuart Mill.

l'homme »²¹. L'existence du pouvoir est une réalité aussi incontournable que celle des forces de production, et elle est même nécessaire à leur régulation. En vérité, ce n'est pas là qu'est le problème.

Le pouvoir en effet n'est pas antagonique avec la liberté, ce sont au contraire deux faces complémentaires de l'homme social. La liberté de l'individu s'accroît par son existence sociale. L'individu n'a de sens que dans la société. On ne peut donc supprimer l'un de ces deux pôles complémentaires, on ne peut sacrifier l'individu au groupe ni le groupe à l'individu. Ce constat est une réponse par avance aux théories individualistes qui se développeront plus tard, de façon très marginale, cependant, dans le mouvement anarchiste.

Il en est de même des relations des groupes constitués dans la société, dont les rapports suivent les mêmes règles. Ces groupes peuvent vivre dans des rapports conflictuels, mais la tension est la vie même, elle est une composante de l'existence de la société, et ne peut être supprimée sans supprimer la société. L'autonomie des groupes est intimement liée à la solidarité qui unit les groupes entre eux. En d'autres termes, l'unité n'est pas la suppression des diversités, des autonomies, elle est l'harmonie des diversités.

Cette unité implique donc un pouvoir, sous une forme ou une autre. Proudhon ne condamne donc pas indistinctement l'autorité, il cherche à découvrir une forme d'autorité qui soit rationnelle et efficace. C'est le fédéralisme qui sera le fondement de la véritable unité. L'unité de la société actuelle est une fausse unité :

« ... vous qui ne pouvez la concevoir qu'avec un attelage de législateurs, de préfets, de procureurs généraux, de douaniers, de gendarmes ! Ce que vous appelez unité et centralisation n'est autre chose que le chaos éternel, servant de base à un arbitraire sans fin²²... »

La cellule à partir de laquelle se construit la société fédérative est double : l'atelier et la commune. Proudhon conçoit la société comme un regroupement d'ateliers en associations, puis à un regroupement des associations en branches de production. Mais plus tard, il envisagera ce même processus à partir de structures géographiques, les communes, qui suivraient le même processus. D'ailleurs, les communes elles-mêmes ne sont pas perçues autrement que comme une fédération d'ateliers... La notion clé reste tout de même celle d'autonomie, c'est-à-dire la capacité de se donner à soi-même ses propres lois, et la reconnaissance mutuelle de l'autonomie des autres groupes. Il n'est donc pas question de s'enfermer dans le particularisme, qui finirait par détruire l'autonomie. « Avec mon système, le Centre

²¹ *Justice*, II, 258.

²² *Idée générale de la révolution*, p. 202.

est partout, la circonférence nulle part. C'est l'Unité²³. » Cette idée revient souvent chez Proudhon.

Parlant de la liberté et de l'autorité, Proudhon écrit :

« ... ces deux principes forment, pour ainsi dire, un couple, dont les deux termes indissolublement liés l'un à l'autre, sont néanmoins irréductibles l'un à l'autre, et restent, quoi que nous fassions, en lutte perpétuelle. (...) Supprimez l'une des deux, l'autre n'a plus de sens : l'Autorité, sans une liberté qui discute, résiste ou se soumet, est un vain mot ; la Liberté, sans une Autorité qui lui fasse contrepoids, est un non-sens²⁴. »

Ainsi l'« anarchie » n'est pas une négation pure de l'autorité, elle est l'instauration d'une forme d'autorité qui n'est pas imposée du dehors à des groupes ou individus passifs, mais qui est contrôlée et auto-organisée par les forces sociales. Il ne s'agit plus à proprement parler de gouvernement mais d'organisation, de fédération, qui permet de garantir à la fois l'autonomie des contractants et la socialisation des forces de production.

Kropotkine et le fédéralisme

Si le principe sur lequel se fonde la vision kropotkinienne en matière d'organisation est le fédéralisme, on ne trouve pas chez lui, contrairement à Bakounine, de longs développements sur la nécessité pour les révolutionnaires de s'organiser ou sur la manière dont la classe ouvrière doit s'organiser.

Sa conception de l'organisation et du communisme l'a amené à voir l'organisation des travailleurs comme un ensemble constitué d'éléments autonomes, doués d'une volonté propre, indépendante. Pour Kropotkine, le communisme devait naturellement découler du capitalisme et, curieusement, son attitude est sur ce point très proche de certains social-démocrates allemands de son temps qui voyaient dans le communisme un développement inéluctable du capitalisme. Dans certaines tendances du capitalisme à rejeter l'intervention de l'Etat et à favoriser les initiatives privées, il verra les prémices du communisme alors que ce n'étaient que des modalités par lesquelles le capitalisme se renforçait.

Selon Kropotkine, l'histoire de l'humanité est parcourue de manière immanente par deux tendances antagoniques ; l'une qui pousse les hommes à l'accaparement du pouvoir et à l'exploitation économique de leurs semblables : ceux-là sont les partisans de la centralisation de toute forme d'organisation, qu'il s'agisse de l'Etat ou d'organisations dont le champ d'intervention est plus limité. L'autre tendance immanente est celle qui pousse les hommes à fédérer leurs activités parce qu'ils

²³ Carnets, III, p. 236.

²⁴ *Du principe fédératif*, p. 271.

éprouvent le besoin de coopérer entre eux. La forme fédérative d'organisation est la forme naturelle qu'adoptent les hommes dans toute forme d'activité sociale, qui garantit à la fois un maximum d'autonomie des groupes dans l'activité exercée et la coordination de l'activité d'ensemble. Le centralisme relève donc du domaine du pouvoir et de l'Etat tandis que le fédéralisme relève de l'activité sociale, productive. Là se trouverait le fondement de l'opposition entre communistes et anarchistes, les premiers tendant à se constituer en contre-Etat tandis que les seconds tendent à se constituer en contre-société.

« A travers toute l'histoire de notre civilisation, deux traditions, deux tendances opposées, se sont trouvées en présence : la tradition romaine et la tradition populaire ; la tradition impériale et la tradition fédéraliste ; la tradition autoritaire et la tradition libertaire ²⁵. »

Plus loin dans le texte, Kropotkine ajoute :

« L'Européen du XII^e siècle était essentiellement fédéraliste. Homme de libre initiative, de libre entente, d'unions voulues et librement consenties, il voyait en lui-même le point de départ de toute société. Il ne cherchait pas son salut dans l'obéissance ; il ne demandait pas un sauveur de la société. L'idée de discipline chrétienne et romaine lui était inconnue ²⁶. »

C'est avec cette grille de lecture qu'il interprète l'opposition entre Bakounine et Marx dans l'Internationale :

« Le conflit entre les marxistes et les bakouninistes ne fut pas une affaire personnelle. Ce fut le conflit nécessaire entre les principes de fédéralisme et les principes de centralisation, entre la Commune libre et le gouvernement paternel de l'État, entre l'action libre des masses populaires marchant vers leur affranchissement et le perfectionnement légal du capitalisme en vigueur ²⁷. »

La Fédération jurassienne aurait joué un rôle important dans le développement du socialisme grâce à « l'importance des idées anti-gouvernementales et fédéralistes dont elle était le champion ». Le fédéralisme est donc assimilé à la libre initiative et se fonde sur des unions librement consenties, sans plus de précision. Une telle description pourrait parfaitement s'appliquer au système féodal : le vassal peut bien être librement conduit à établir une « libre entente » avec son suzerain. Bien entendu ce n'est pas cela que Kropotkine a en tête mais le modèle idyllique des communes du Moyen Age qui fut, selon lui, une période de conflit entre « l'esprit fédéraliste, l'esprit d'initiative et de libre

²⁵ « L'Etat, son rôle historique. »

²⁶ « L'État, son rôle historique. »

²⁷ *Autour d'une vie.*

entente » et « l'esprit de discipline, d'organisation pyramidale, autoritaire ». Dans ce conflit, « la victoire de l'État sur les communes du moyen âge et les institutions fédéralistes de l'époque ne fut cependant pas immédiate ²⁸. »

L'approche du révolutionnaire russe sur les communes du Moyen Âge n'est pas fautive, mais elle est réductrice par les critères d'analyse qu'il apporte dans leur description. Influencé par la théorie de l'entraide, de la coopération à l'intérieur des espèces comme facteur d'évolution, qu'il a développée pour contrer les darwinistes sociaux, il écarte trop les facteurs qui ont contribué au déclin des communes. A ce titre, il sera nécessaire de faire une critique « marxiste » du phénomène des communes du Moyen Âge et on verra que sur ce point comme sur beaucoup d'autres, Bakounine développa des vues qui constituent un modèle de conception matérialiste de l'histoire, beaucoup plus proche de Marx.

Un principe opposé à l'Etat

Le fédéralisme est posé avant tout comme un principe opposé à l'Etat, au gouvernement et à la centralisation – point de vue qui se situe parfaitement dans la ligne des analyses de Proudhon. C'est aussi un système d'organisation qui semble *aller de soi* chez Kropotkine : les ouvriers qui adhéraient l'AIT « étaient en outre fédéralistes en principe » ; mais les précisions sur les modalités d'organisation restent plutôt vagues : « Chaque nation, chaque région séparée et même chaque section locale restait libre de se développer suivant ses propres principes. » L'accent est mis systématiquement sur l'aspect « centrifuge » du fédéralisme, c'est-à-dire sur l'autonomie des structures de base, pas sur l'aspect « organisation globale ». Or l'« organigramme » du système fédéraliste comporte *à la fois* une « base » et un « sommet », un « centre » et une « périphérie » – son originalité résidant dans la *manière* dont les flux (décisions et informations) circulent ; or Kropotkine reste toujours très évasif sur le rôle du « sommet ». On sait simplement que dans l'AIT, « chaque nation, chaque région séparée et même chaque section locale restait libre de se développer suivant ses propres principes ». Quant au fonctionnement concret, peut-être Kropotkine croit-il en donner une description dans la manière dont, selon lui, l'AIT « inaugura une méthode nouvelle pour résoudre les problèmes de sociologie pratique, en appelant les ouvriers eux-mêmes à prendre part à la solution » :

« L'Association Internationale des travailleurs inaugura une méthode nouvelle pour résoudre les problèmes de sociologie pratique, en appelant les ouvriers eux-mêmes à prendre part à la solution. Les hommes instruits qui s'étaient joints à l'Association se chargeaient seulement de tenir les ouvriers au courant de ce que se passait dans les différents pays du monde, d'analyser les résultats obtenus, et plus tard,

²⁸ « L'État, son rôle historique ».

d'aider les ouvriers à formuler leurs revendications. Nous n'avions pas la prétention de faire sortir de nos vues théoriques un idéal de république, une société "telle qu'elle devrait être", mais nous invitons les ouvriers à rechercher les causes des maux actuels, et à considérer dans leurs discussions et leurs congrès les côtés pratiques d'une organisation sociale meilleure que celle que nous avons actuellement²⁹. »

Voilà sans doute ce que Kropotkine fournit de plus précis en matière d'explication quant à la fonction du sommet de l'organigramme fédéraliste. Cela ressemble à une école populaire avec quelques intellectuels comme instituteurs, mais des instituteurs « anti-autoritaires ». A aucun moment il n'est question de structures de base qui donnent des mandats à des structures intermédiaires dans lesquelles se débattent des problèmes amenés à être abordés au sommet de la pyramide.

Selon Kropotkine, une question posée à un congrès international « était recommandée comme sujet d'étude à toutes les associations ouvrières. Dans le courant de l'année, elle était discutée dans toute l'Europe, dans les petites assemblées des sections, avec la pleine connaissance des besoins locaux de chaque corporation et de chaque localité ; puis le résultat de ce travail des sections était présenté au prochain congrès de chaque fédération et soumis finalement sous une forme plus étudiée au prochain congrès international³⁰. » A lire cette explication, on a l'impression que les congrès ne faisaient que répondre à des questions posées, avec deux congrès de délai : 1^{er} congrès – On pose une question ; 2^e congrès – Compte rendu des discussions dans les sections ; 3^e congrès – La question est soumise « sous une forme plus étudiée » au congrès suivant. Et sans doute peut-on supposer qu'une décision est alors prise. En somme il ne faut pas être pressé, ni prendre de décisions urgentes.

Compte tenu de l'importance de l'œuvre de Kropotkine, les indications qu'il donne sur le fédéralisme semblent étonnamment sommaires. Sur un échantillon significatif de ses œuvres³¹, les mots « fédéralisme », « fédéral » reviennent très peu. Il est surprenant en particulier que ces termes ne figurent pas dans « La Commune de Paris », « L'Action anarchiste dans la révolution », « L'Anarchie, sa philosophie, son idéal », « Communisme et Anarchie » qui sont des textes de vulgarisation des idées anarchistes.

²⁹ *Autour d'une vie.*

³⁰ *Autour d'une vie.*

³¹ *Autour d'une vie ; Aux jeunes gens ; Champs usines et ateliers ; Communisme et Anarchie ; État-son rôle historique ; Fatalité de la Révolution ; La Grande Révolution ; L'Action anarchiste dans la révolution ; L'Anarchie, sa philosophie, son idéal ; L'Esprit de révolte ; L'État – son rôle historique ; L'Organisation de la Vindicté ; La Commune de Paris ; La conquête du pain ; La guerre ; La loi et l'autorité ; La Morale anarchiste ; La révolution sera-t-elle collectiviste ? ; Le principe anarchiste ; Le salariat ; la Science moderne et l'anarchie.*

Dans *Autour d'une vie*, Kropotkine livre une anticipation de ce que serait une société libérée de l'Autorité et de l'Exploitation et esquisse schématiquement ce qu'il pense être une organisation fédéraliste.

« Cette société sera composée d'une multitude d'associations, unies entre elles pour tout ce qui réclame un effort commun : fédérations de producteurs pour tous les genres de production, agricole, industrielle, intellectuelle, artistique, communes pour la consommation, se chargeant de pourvoir à tout ce qui concerne le logement, l'éclairage, le chauffage, l'alimentation, les institutions sanitaires, etc. ; fédérations des communes entre elles, et fédérations des communes avec les groupes de production ; enfin, des groupes plus étendus encore, englobant tout un pays ou même plusieurs pays, et composés de personnes qui travailleront en commun à la satisfaction de ces besoins économiques, intellectuels et artistiques, qui ne sont pas limités à un territoire déterminé. »

« Tous ces groupes combineront librement leurs efforts par une entente réciproque, comme le font déjà actuellement les compagnies de chemins de fer et les administrations des postes de différents pays, qui n'ont pas de direction centrale des chemins de fer ou des postes, bien que les premières ne recherchent que leur intérêt égoïste et que les dernières appartiennent à des États différents et ennemis ; ou mieux encore comme les météorologistes, les clubs alpins, les stations de sauvetage en Angleterre, les cyclistes, les instituteurs, etc., qui unissent leurs efforts pour l'accomplissement d'œuvres de toutes sortes, d'ordre intellectuel, ou de simple agrément. Une liberté complète présidera au développement de formes nouvelles de production, d'invention et d'organisation ; l'initiative individuelle sera encouragée et toute tendance à l'uniformité et à la centralisation combattue.

« De plus, cette société ne se figera en des formes déterminées et immuables, mais elle se modifiera incessamment, car elle sera un organisme vivant, toujours en évolution. On ne sentira pas le besoin d'un gouvernement parce que l'accord et l'association librement consentis remplaceront toutes les fonctions que les gouvernements considèrent actuellement comme les leurs et que, les causes de ces conflits devenant plus rares, ces conflits eux-mêmes, au cas où ils pourraient encore se produire, seront réglés par l'arbitrage³². »

En fait, Kropotkine décrit moins un système fédératif qu'une sorte d'union associations sans lien permanent entre elles, se faisant et se défaisant au gré des circonstances. Il est difficile d'imaginer l'organisation d'un réseau ferré efficace (c'est-à-dire

³² *Autour d'une vie*.

en particulier ponctuel) sans une extrême centralisation. Le même raisonnement vaut sans doute pour d'autres secteurs relevant des services publics. L'organisation d'un réseau ferré étendu ne relève pas d'associations locales qui se « fédèrent » mais d'une politique globale dans laquelle les citoyens devraient pouvoir exprimer des choix, notamment lorsque des dessertes locales sont supprimées, par exemple. D'un point de vue libertaire, la question des services publics – concept inexistant du temps de Proudhon, Bakounine et Kropotkine – se pose à la fois en termes d'orientation et d'organisation. L'« autogestion » de la santé publique, des chemins de fer, de la poste, etc. entreprise par entreprise n'est concevable que pour les problèmes liés à l'organisation du travail dans chaque établissement. C'est d'ailleurs parfaitement conforme à l'esprit du fédéralisme.

Mais l'orientation globale de la politique de santé, et transports etc. relève d'un débat qui concerne l'ensemble de la communauté. Une revendication toute simple, parfaitement « réformiste » et qui ne modifierait aucunement la nature du système actuel mais qui pourrait avoir un impact réel sur les orientations générales des services publics serait d'introduire dans les conseils d'administration des représentants des associations de consommateurs à part égale, et avec un pouvoir effectif. Cette revendication s'inscrirait parfaitement dans l'esprit du « réformisme radical » de Proudhon.

Proudhon et Bakounine avaient un réalisme politique dont Kropotkine semble dépourvu. Ils préconisaient tous deux la décentralisation politique et la centralisation économique. Cela signifie tout simplement que les choix politiques, les choix sur les orientations qui devaient être prises concernant les problèmes globaux devaient se faire par un débat commençant au bas de l'organigramme, dans les structures de base, puis dans les échelons intermédiaires pour parvenir ensuite au sommet sous forme de synthèse : c'est en somme un débat démocratique. Une fois les choix faits, leur mise en œuvre dans une société industrielle développée pouvait nécessiter une certaine centralisation, non pas de la décision, mais de la *mise en application*. Personne ne se plaindra de l'« autoritarisme » d'une administration ferroviaire, ou des postes, qui fait en sorte que les trains arrivent à l'heure et que le courrier est distribué sans délai. Dans un système fédératif libertaire, le *contrôle des mandats* réduit les risques de substitution de pouvoir par les mandatés.

Le présupposé méthodologie de Kropotkine

Kropotkine étend son présupposé méthodologie concernant la méthode expérimentale au déroulement même de la révolution. : elle sera, elle aussi, expérimentale. Elle se manifestera « sous des aspects variés : Unitaire ici, là fédéraliste, partout socialiste plus ou moins. Rien d'uniforme³³. » Kropotkine ne semble pas

³³ *La conquête du pain*. Kropotkine reprend la phrase presque telle quelle dans « La révolution sera-t-elle collectiviste ? » (1913) : « Unitaire ici, là

avoir tiré les leçons de la fin de la Première Internationale, et exclut l'éventualité que des approches différentes de la révolution puisse conduire à des oppositions irréconciliables. Poser le problème de la mise en œuvre du projet révolutionnaire en termes de libre expérimentation introduit inévitablement la question de leur mise en concurrence et réintroduit dans le processus révolutionnaire l'opposition qu'il décrit dans l'histoire européenne dès le Moyen Âge entre « l'esprit fédéraliste » et « l'esprit de discipline » – opposition qui s'est terminée par la victoire de l'Etat...

La question de la « libre expérimentation » avait été posée par le mouvement libertaire espagnol, fortement influencé par les thèses de Kropotkine à la veille de la guerre civile, au détriment du réalisme proudhonien et bakouninien. Cette influence se manifestait en particulier par l'offensive de la FAI pour prendre la direction de la CNT. Le congrès confédéral de Saragosse, en 1936, marque le triomphe de ce courant, marqué par la méconnaissance des mécanismes de la société et le mépris de la réalité politique et sociale. Le congrès développe, dans son rapport final, le « concept confédéral de communisme libertaire »³⁴. Ce texte est constitué sur le modèle des plans d'organisation de la société future qui foisonnent dans la littérature socialiste du XIX^e siècle et dans les textes des théoriciens du courant anarcho-communiste d'inspiration kropotkinienne : il aurait pu être écrit à n'importe quelle époque : il est en dehors du temps. C'est un texte qui est de la même veine que *La conquête du pain* de Kropotkine, que son auteur lui-même qualifiait « d'utopie communautaire ».

A ces utopies communautaires étaient opposées les positions d'autres militants de la CNT, notamment par Santillan, qui déclarait : « Des visions du passé, des rêves d'Arcadies et de communes libres ont encore une influence sur la mentalité de certains camarades. Mais l'Arcadie, c'est le passé : les conditions de l'avenir sont complètement différentes. Les conceptions économiques axées sur le cadre local ont été reléguées, ou devraient l'être, là où ce n'est pas encore le cas, au musée des vieilleries. »

Malheureusement, Santillan, qui condamne le localisme et la « libre expérimentation » sur le terrain économique, la justifie sur le terrain politique : « Si le socialisme était effectivement scientifique, ce serait là une raison de plus d'être favorable à la libre expérimentation, car c'est la seule façon de démontrer sa viabilité ». On sait ce que la libre expérimentation stalinienne a donné en Espagne, où les livraisons d'armes sélectives aux seuls communistes a permis la destruction des collectivités agraires libertaires par les colonnes communistes de Lister...

fédéraliste, partout socialiste plus ou moins. Rien d'uniforme ».

³⁴ *El congreso confederal de Saragossa*, Ediciones CNT, 1951.

Retour sur Bakounine : prolétariat et organisation fédérative

L'ennemi principal du prolétariat est l'exploitation bourgeoise : l'Etat, avec toute sa puissance répressive, sous quelque forme qu'il existe, précise Bakounine, n'est plus autre chose aujourd'hui que la conséquence en même temps que la garantie de cette exploitation. C'est pourquoi le prolétariat doit chercher « tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même », il doit « l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'Etat ».

Selon Bakounine, il y a un lien direct et nécessaire entre l'objectif et les moyens employés pour l'atteindre, ce qui implique une réflexion approfondie sur les formes et la nature de l'objectif. Marx avait déclaré qu'il ne visait pas à donner la recette de la marmite de la révolution. Sur ce point Bakounine a parfaitement conscience de diverger avec Marx et avec les social-démocrates. La différence de démarche est parfaitement exprimée par Bakounine lorsqu'il écrit qu'« un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer ³⁵. »

Prolétariat et organisation

Les formes d'action et d'organisation préconisées alors par les marxistes allemands sont, aux yeux de Bakounine, tout simplement adéquates aux buts qu'ils poursuivent : la constitution d'un Etat national allemand républicain et « soi-disant populaire ». Pour ce faire, ils sont obligés de s'allier à la bourgeoisie avancée, comme l'ont fait les groupes des sections de l'Internationale de Zurich, qui ont adopté le programme des démocrates socialistes d'Allemagne et qui sont devenus des « instruments du radicalisme bourgeois ».

Dans *Écrit contre Marx*, Bakounine cite le cas d'un certain Ambery, un avocat appartenant au parti radical et à l'AIT, qui, en 1872, aurait garanti publiquement « devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année ». James Guillaume rapporte qu'Ambery, candidat au Grand-conseil, avait obtenu du comité cantonal de l'AIT qu'il fasse voter en sa faveur les ouvriers électeurs. Les ouvriers du bâtiment songeaient à ce moment-là à se mettre en grève parce que leurs patrons avaient baissé leurs salaires. La Fédération jurassienne avait protesté contre ce marchandage. Kropotkine, qui était alors à Genève, écrivit ³⁶ : « Ce fut Outine lui-même qui me fit comprendre qu'une grève en ce moment serait désastreuse pour l'élection de l'avocat M.A. » Ce n'est donc pas sans quelques justifications qu'à la même époque Bakounine écrivit une longue lettre « aux compagnons de la Fédération jurassienne » dans laquelle il disait

³⁵ *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, III.

³⁶ *Autour d'une vie*, Stock, p. 286.

que « toutes les fois que des associations ouvrières s'allient à la politique des bourgeois, ce ne peut être jamais que pour en devenir, bon gré mal gré, l'instrument ³⁷. »

La stratégie préconisée par la social-démocratie allemande – l'action parlementaire – conduit inévitablement à la conclusion d'alliances, d'un « pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité *intelligente*, respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes ³⁸... »

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, constitue une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. A partir de là, elle s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être indifférent en matière politique, puisque l'activité du prolétariat se situait ainsi totalement en dehors de toute perspective parlementaire, cette dernière étant considérée comme la seule forme d'action politique envisageable. Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future ³⁹. »

Engels résume en fait parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

³⁷ « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 74.

³⁸ Lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, 1-8 octobre 1872, Œuvres, III, 161.

³⁹ Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

– l’organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ;

– L’organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l’organisation de la société après le renversement de la bourgeoisie. C’est là le sens de l’expression « destruction de l’Etat » : la destruction de l’Etat n’est rien d’autre que le remplacement de l’organisation de classe de la bourgeoisie – l’Etat – par celle du prolétariat.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d’une part, et dans une structure interprofessionnelle d’autre part. Cette double structuration, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu’au niveau national et international.

En somme, l’organisation de classe des travailleurs, qui est l’instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle d’organisation politique de la société après la révolution. C’est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l’anarcho-syndicalisme lorsque la structure horizontale, géographique (les Bourses du Travail) fusionneront avec la structure professionnelle (les syndicats). Cette démarche est unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l’exception notable de Pannekoek qui a repris cette idée à plusieurs reprises dans ses écrits :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l’appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d’organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d’organisation du nouveau processus de production⁴⁰. »

Selon Bakounine, c’est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c’est pourquoi le mode d’organisation des travailleurs doit se conformer à cette nécessité. Marx de son côté préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C’est ici, dit le révolutionnaire russe, que nous nous séparons tout à fait des social-démocrates d’Allemagne :

« Les buts que nous proposons étant si différents, l’organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur⁴¹. »

Cette idée n’est pas une « invention » de Bakounine, car la citation date de 1872 et on la retrouve dans un court texte de César De Paepe datant de 1869, intitulé significativement « Les

⁴⁰ Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

⁴¹ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Œuvres III, 74.

institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir »⁴². Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. » On se souvient que si les Internationaux belges s'étaient opposés à l'Alliance, ils avaient exprimé leur soutien au programme de celle-ci. Il y avait donc une réelle proximité de vues entre eux et les bakouniniens, dont le dénominateur commun était incontestablement Proudhon.

Ainsi la section, qui est, nous l'avons vu, une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupe « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune. » C'est ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

Le Conseil fédéral regroupe ce que De Paepe appelle des « sociétés de résistance », que Bakounine appelle les « sections de métier », et qui sont en fait des syndicats : elles groupent autour d'elles les ouvriers d'un même métier : aujourd'hui elles leur apprennent à « discuter leurs intérêts, à calculer le prix de vente et le prix de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir ». Les sociétés de résistance se transformeront en ateliers coopératifs, dit De Paepe.

Le militant belge passe en revue l'ensemble des institutions que la classe ouvrière s'est créées : les sociétés coopératives de consommation remplaceront le commerce actuel ; les caisses de secours mutuel et de prévoyance deviendront des sociétés d'assurance universelle. Les rapports entre les pays seront assurés par un Conseil général international : plus de diplomates, plus de guerres.

Puisqu'on n'est un homme complet que lorsque l'on est travailleur et savant en même temps, les travailleurs réunis au congrès du Bruxelles ont réclamé l'instruction intégrale qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers – idée que reprendra Bakounine dans un article de *l'Égalité* intitulé « L'instruction intégrale ».

Selon De Paepe, les sections seront reliées en fédérations, par bassins, puis par pays. Les fédérations comprendront un groupement par sections, mais aussi par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi le travail pourra être organisé au sein des communes et au sein du pays tout entier.

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune, il

⁴² Cité dans Bakounine, Œuvres, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article « L'Internationale et ses institutions de l'avenir ».

s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle. »

De Paepe ne fait rien d'autre que définir la notion d'abolition de l'Etat. Bakounine tient exactement le même langage que celui de De Paepe : la question de savoir si l'un a copié sur l'autre n'a pas de sens. L'anarchisme de Bakounine, fondé sur les idées fédéralistes de Proudhon, est issu directement de l'observation qu'il a pu faire de l'activité des ouvriers suisses pendant la période où il séjournait dans le pays. Mais plus largement, les idées que les deux hommes développent sur l'organisation du prolétariat comme préfiguration de l'organisation de la société émancipée étaient tout simplement dans l'air du temps.

D'une certaine façon, c'est Lénine qui donnera raison à Bakounine et à César De Paepe. On sait qu'à l'origine les bolcheviks étaient opposés aux structures « naturelles » du prolétariat qu'étaient les conseils ouvriers, constitués en période de combat. Ils ont même accusé ceux-ci de faire double emploi avec le parti et les ont sommés de se dissoudre, pendant la révolution de 1905. Le comité du parti de Petrograd lança en effet l'ultimatum suivant aux conseils « Le conseil des députés et ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son contenu, au développement du mouvement social-démocrate. »

Les bolcheviks finiront tout de même par comprendre le rôle que ces organismes peuvent jouer, à tel point que leurs mots d'ordre après l'arrivée de Lénine en Russie les feront passer auprès des militants ouvriers européens pour des anarchistes. Les thèses d'avril de Lénine imposent au parti une politique totalement opposée à celle qu'il développait jusqu'alors ; désormais, il s'agit d'armement du prolétariat, de tout le pouvoir aux soviets, et d'antiparlementarisme. Les partisans les plus proches de Lénine n'en croient pas leurs oreilles. Goldberg, vieux collaborateur et ami de Lénine, ancien membre du comité central, s'écrie lorsque ce dernier énonce ses thèses :

« La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme ⁴³. »

Lénine avait compris que la structure organisationnelle motrice était celle où la population était en contact direct avec les problèmes de la lutte – soviets, conseils d'usine. Si le parti avait suivi une politique marxienne orthodoxe, les bolcheviks n'auraient été que l'aile radicale de la gauche parlementaire

⁴³ Cité par David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

russe : Kamenev ne déclara-t-il pas que la position de Lénine était inacceptable « parce qu'elle supposait que la révolution démocratique bourgeoise était terminée et comptait sur sa transformation immédiate en révolution socialiste » ?

La 9^e des 21 conditions d'admission à l'Internationale socialiste, quelques années plus tard, constitue là encore une reconnaissance de facto des conceptions bakouniniennes. Elle stipule que tout parti communiste doit constituer dans les organisations de masse de la classe ouvrière des cellules, qui, « par un travail conscient et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause communiste ». Le système des cellules d'entreprise fut instauré en France dans les années 1924-25 au moment de la « bolchevisation » du parti. Jusqu'alors, l'unité de base de l'organisation du parti était la section, implantée sur la commune, cadre de l'action électorale. Dans le parti bolchevisé, c'est l'entreprise, terrain où s'affrontent les « deux classes fondamentales » de la société capitaliste.

« L'usine, c'est le centre nerveux de la société moderne, c'est le foyer même de la lutte des classes. C'est pourquoi l'usine doit être pour toi, communiste, le centre de tes efforts, de ton activité de communiste ⁴⁴. »

Pierre Séward, au V^e congrès, à Lille, déclare : « La section, c'était un peu loin du patronat, un peu loin du capitalisme, mais la cellule, c'est beaucoup plus près. » Si l'établissement des cellules d'entreprise comme « force de base de l'organisation du parti » vise à éliminer l'électoralisme issu de la II^e Internationale et de l'aile marxienne de l'AIT, il s'agit aussi de constituer un instrument de lutte contre le syndicalisme révolutionnaire, partiellement héritier de l'aile bakouninienne de l'AIT.

Au III^e congrès du parti, en 1924, lors duquel fut discutée l'éventualité de créer les cellules, Pierre Monatte, alors membre du parti, s'y opposa fermement, montrant que ce n'était qu'une mesure destinée à subordonner le syndicat au parti. Depuis, périodiquement, le parti doit condamner la tendance qui se manifeste régulièrement, chez les militants de base, à considérer l'action syndicale comme prioritaire : « cette pratique, fondée en définitive sur l'incompréhension du rôle décisif du parti à l'entreprise et sur la vieille conception, maintes fois condamnée, suivant laquelle “le syndicat suffit à tout”, est grandement préjudiciable » ⁴⁵.

Il aura donc fallu attendre le milieu des années 20 pour que les héritiers de Marx comprennent ce principe bakouninien élémentaire que l'exploitation, donc la lutte des travailleurs, se fait en premier lieu sur le lieu de travail et que c'est là le centre de gravité de la lutte et la structure de base de l'organisation ouvrière.

⁴⁴ *Au nouvel adhérent*, préface de Jacques Duclos, p. 5.

⁴⁵ *La vie du parti*, octobre 1966, p. 3.

Résumons le point de vue de Bakounine :

1. Le mode, la forme de l'organisation des travailleurs sont le produit de l'histoire, ils sont nés de la pratique et de l'expérience quotidiennes des luttes. Toutes les classes ascendantes ont bâti, au sein même du régime qui les dominait, les formes de leur organisation.

2. La forme organisationnelle propre à la bourgeoisie regroupe les citoyens sur la base d'une circonscription électorale ; elle correspond au système de production capitaliste qui ne veut connaître que des individus isolés. Ainsi, le vrai pouvoir, qui est celui issu du contrôle des moyens de production, reste-t-il aux mains des propriétaires de ces moyens de production.

3. L'organisation de classe des travailleurs ne regroupe pas des citoyens mais des producteurs. Quel que soit le nom qu'on donne à cette organisation : syndicat, conseil ouvrier, comité d'usine, la structuration reste celle d'une organisation de classe.

4. Le principe sur lequel cette organisation est fondée est le fédéralisme.

La logique du passage d'une société d'exploitation à une autre ne saurait être la même que celle du passage d'une société d'exploitation à une société sans exploitation : c'est une des grandes leçons que nous livre Bakounine, issue des ses réflexions sur l'analyse marxienne de la Révolution française⁴⁶. Toutes les révolutions de l'histoire, dit-il, y compris la Grande révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'est accomplie, n'ont été que « la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'Etat, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses »⁴⁷. Pour Bakounine, l'Etat étant la forme spécifique de l'organisation d'une classe exploiteuse, la classe ouvrière ne saurait adopter la même logique de passage. Ainsi s'explique la notion souvent incomprise de l'abolition de l'Etat. Il ne s'agit évidemment pas d'abolir toute forme d'organisation mais de remplacer l'Etat, forme spécifique d'organisation de classe de la bourgeoisie, dont il n'est par conséquent pas question de faire la « conquête », par l'organisation de classe des travailleurs. La phrase de Bakounine sur le projet de la classe ouvrière prend donc tout son sens : « de la nature de son but dépend essentiellement le mode et la nature même de son organisation »⁴⁸.

Si cette organisation de classe des travailleurs est encore à créer, elle n'a pas à être « inventée ». Elle n'est pas une utopie,

⁴⁶ Cf. René Berthier : « La Révolution française comme archétype : 1848 ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande » et « La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine », in *Les anarchistes et la Révolution française*, Éditions du Monde libertaire, 1990.

⁴⁷ *Écrit contre Marx*, novembre-décembre 1872.

⁴⁸ Cf. supra : « La question du programme ». « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 74.

au sens de création intellectuelle d'un système parfait tel qu'on *désirerait* qu'il soit. Elle est *déduite* des pratiques réelles de la classe ouvrière. Ainsi, l'expérience concrète de la classe ouvrière crée cette organisation, dans des formes embryonnaires pour commencer. C'est la tâche à laquelle s'est attelé Bakounine dans les dernières années de sa vie, pendant sa période « anarchiste ». Les développements de Bakounine sur la conscience ouvrière, sur l'organisation des travailleurs ne sont pas une construction *a priori* mais le résultat d'observations qu'il a pu faire sur le terrain lors de ses nombreux déplacements.

L'AIT à l'époque était dans une période extraordinaire d'expansion consécutive à une montée des mouvements sociaux dans toute l'Europe, sauvagement réprimés, qui suscitaient un réel appui international, et qui provoquaient à chaque fois un accroissement des adhésions. C'est l'observation des luttes ouvrières de son temps qui a fourni au révolutionnaire russe les éléments sur lesquels il fonde sa théorie de l'organisation des travailleurs. Selon ses propres termes, l'objectif de Bakounine, est de « formuler leur pensée et de dire leur parole ».

A sa sortie de la Ligue de la paix et de la liberté, les principes généraux de la pensée politique de Bakounine sont déjà définis. Il y manque cependant l'essentiel, une vision tactique, stratégique et organisationnelle pour le mouvement ouvrier. Cette absence sera comblée par l'observation qu'il fera des pratiques ouvrières de son temps, qu'il conceptualisera dans ses écrits.

« Sections de métier » et « sections centrales »

C'est à Paris que Bakounine est initié par Proudhon à l'idée de fédéralisme, qui constitue l'épine dorsale de la doctrine et des pratiques organisationnelles de l'anarchisme. Proudhon disait que c'était une idée nouvelle à l'époque où elle a été formulée, au point qu'on trouve, sous la plume de Proudhon, le mot « fédéralisme » dans des sens différents selon l'époque où il écrit. A l'origine, en effet, le mot avait un sens péjoratif, hérité de l'époque de la Révolution française, et signifiait émiettement, sécession. Pour les jacobins centralisateurs de la Révolution française, fédéralisme signifiait destruction de l'unité et de la souveraineté nationales. Pour eux, la souveraineté nationale ne pouvait selon eux se réaliser que par la centralisation politique. Chez Marx, le fédéralisme gardera ce sens-là – faut-il s'en étonner ? Proudhon se fera lui-même traiter de « fédéraliste » par ses adversaires jacobins après l'échec de la révolution de 1848, et il fera de l'injure un drapeau.

Bakounine fut le seul des trois grands théoriciens de l'anarchisme à avoir été confronté concrètement à la problématique fédéraliste, sans d'ailleurs y avoir joué aucun rôle initial. Il s'agit évidemment de l'Association internationale de travailleurs à laquelle il adhéra plusieurs années après sa fondation. Jusqu'à ce moment, sa connaissance du principe

fédéraliste n'était que théorique, à travers la lecture qu'il avait faite de Proudhon.

La structure mise en place par l'Internationale est celle d'une association ouvrière de type syndical. Un Conseil général établit « des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ». Cette phrase est importante car c'est autour d'elle que vont se cristalliser rapidement les divergences entre partisans de Marx et partisans de Bakounine sur la fonction du Conseil général. On retrouvera alors l'opposition entre centralisation et fédéralisme.

Bakounine observe les sections de l'Internationale en Suisse. Il n'invente donc rien et se contente d'en décrire le fonctionnement, mais il élaborera à partir de là une véritable théorie de l'organisation. Des différents textes où il traite de la question, il ressort qu'il perçoit l'organisation des travailleurs sous la forme de deux structures complémentaires, l'une verticale et industrielle, l'autre horizontale à caractère interprofessionnel.

Dans la première, les ouvriers sont réunis et organisés « non par l'idée mais par le fait et par les nécessités mêmes de leur travail identique ».

« Ce fait économique, celui d'une industrie spéciale et des conditions particulières de l'exploitation de cette industrie par le capital, la solidarité intime et toute particulière d'intérêts, de besoins, de souffrances, de situation et d'aspiration qui existe entre tous les ouvriers qui font partie de la même section corporative, tout cela forme la base réelle de leur association. L'idée vient après, comme l'explication ou comme l'expression équivalente du développement et de la conscience réfléchie de ce fait ⁴⁹. »

Les sections de métier suivent la voie du développement naturel, elles commencent par le fait pour arriver à l'idée. En effet, dit Bakounine, seuls un très petit nombre d'individus se laissent déterminer par l'idée abstraite et pure. La plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits. Pour intéresser le prolétariat à l'œuvre de l'AIT, il faut s'approcher de lui non avec des idées générales mais avec la « compréhension réelle et vivante de ses maux réels ».

Bien sûr, le penseur se représente ces maux de chaque jour sous leur aspect général, il comprend que ce sont les effets particuliers de causes générales et permanentes. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui « trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain », saisit les maux dont elle souffre précisément et

⁴⁹ *Protestation de l'Alliance.*

exclusivement dans cette réalité, et presque jamais dans leur généralité.

Pour obtenir la confiance, l'adhésion du prolétariat, il faut commencer par lui parler, « non des maux généraux du prolétariat international tout entier, mais de ses maux quotidiens ».

« Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité où il habite, de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille⁵⁰. »

Il faut lui proposer des moyens pour améliorer sa situation, mais éviter, dans un premier temps, d'évoquer les moyens révolutionnaires. Il se peut en effet que sous l'influence de préjugés religieux ou politiques, il repousse ces idées : il faut au contraire « lui proposer des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser »⁵¹.

La conscience révolutionnaire n'est donc pas un fait naturel, elle n'est pas spontanée, mais chez Bakounine ce mot a un sens particulier, qui a provoqué de nombreux malentendus. Elle s'acquiert graduellement, par l'expérience quotidienne ; pour qu'elle devienne effective, il est nécessaire que l'ouvrier se débarrasse de ses préjugés politiques et religieux. Il n'est pas possible d'insuffler cette conscience révolutionnaire brutalement : il faut une éducation, qui se fait par l'expérience vécue et par le contact avec la collectivité des travailleurs organisés.

Ce n'est qu'au contact des autres que l'ouvrier « néophyte » apprend que la solidarité qui existe entre travailleurs d'une section existe aussi entre sections ou entre corps de métiers de la même localité, que l'organisation de cette solidarité plus large, et « embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux⁵² ... »

La pratique de la solidarité constitue le premier pas vers la conscience de classe ; ce principe établi, tout le reste suit comme un développement naturel et nécessaire, issu de « l'expérience vivante et tragique d'une lutte qui devient chaque jour plus large, plus profonde, plus terrible. »

On a voulu présenter la coupure entre bakouniniens et marxistes dans l'AIT soit comme l'expression d'un conflit de personnes, soit comme l'expression d'une diversité des niveaux de conscience dans la classe ouvrière : les travailleurs allemands

⁵⁰ *Protestation de l'Alliance.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

et anglais, les plus conscients, étant avec Marx, les autres avec Bakounine.

On a aussi fait état du degré de concentration du capital : les ouvriers de la grande industrie avec Marx, les ouvriers des petites entreprises artisanales avec Bakounine. En réalité le problème ne se pose pas de savoir qui est avec qui, mais de déterminer quelles sont les fractions de la classe ouvrière qui peuvent espérer une amélioration de leur condition par l'action parlementaire, et celles qui n'ont rien à en espérer. Les développements théoriques, organisationnels et stratégiques de tel ou tel penseur ne font en définitive que se surajouter à ces situations réelles.

On comprend cependant que Bakounine ait pu écrire que par l'expérience tragique de la lutte, « l'ouvrier le moins instruit, le moins préparé, le plus doux, entraîné toujours plus avant par les conséquences mêmes de cette lutte, finit par se reconnaître révolutionnaire, anarchiste et athée, sans savoir souvent comment lui-même il l'est devenu ⁵³. »

Aux yeux de Bakounine, seules les sections de métier – il faut entendre la structure implantée sur le lieu de travail plus qu'un groupement corporatiste au sens étroit – est capable de donner une éducation pratique à leurs membres. Elles seules peuvent faire de l'AIT une organisation de masse, « sans le concours puissant de laquelle le triomphe de la révolution sociale ne sera jamais possible ».

Les sections centrales, en revanche, ne représentent aucune industrie particulière « puisque les ouvriers les plus avancés de toutes les industries possibles s'y trouvent réunis ». Ce sont, en langage d'aujourd'hui, des structures interprofessionnelles, qui représentent l'idée même de l'Internationale. Leur mission est de développer cette idée et d'en faire la propagande : l'émancipation non seulement des travailleurs de telle industrie ou de tel pays, mais de tous les pays. Ce sont des centres actifs où se « conserve, se concentre, se développe et s'explique la foi nouvelle ». On n'y entre pas comme ouvrier spécial de tel métier mais comme travailleur en général.

Au contraire des sections de métier, qui partent du fait pour arriver à l'idée, les sections centrales suivant la voie du développement abstrait, commencent par l'idée pour arriver au fait. C'est, reconnaît Bakounine, une méthode identique à celle dont se servent les idéalistes et dont « l'impuissance finale a été constatée par l'histoire ». C'est pourquoi s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT ne se serait pas développée en une puissance réelle ⁵⁴. Les sections centrales n'auraient été que des « académies ouvrières » où se seraient éternellement débattues toutes les questions sociales, « mais sans la moindre possibilité de réalisation ».

S'il n'y avait que les sections centrales, elles auraient peut-être réussi à former des « conspirations populaires », elles

⁵³ *Protestation de l'Alliance.*

⁵⁴ Bakounine ne le formule pas explicitement, mais s'il n'y avait que les sections centrales, l'AIT serait tout simplement un parti politique.

auraient peut-être regroupé un petit nombre d'ouvriers les plus conscients et convaincus, mais la masse des travailleurs serait restée en dehors : or, pour renverser l'ordre politique et social d'aujourd'hui, dit Bakounine, « il faut le concours de ces millions ».

Le rôle de la section centrale est un rôle éminemment politique. Implantée dans la localité sur des bases géographiques, elle rassemble les travailleurs sans considération de profession afin de donner aux sections de métier une vision et des perspectives qui dépassent le cadre étroit de l'entreprise. Elle permet, en premier lieu, à l'ensemble des travailleurs d'une localité d'être informés de leurs situations respectives et, éventuellement, d'organiser le soutien en cas de nécessité. Elle est aussi un endroit où, naturellement, s'opère la réflexion. Elle est enfin le centre à partir duquel se fait l'impulsion à l'organisation.

Historiquement, les sections centrales sont l'émanation du foyer principal qui s'était formé à Londres, dit Bakounine. C'est elles qui ont permis à l'AIT de se développer, en allant chercher les masses où elles se trouvent, « dans la réalité quotidienne, et cette réalité c'est le travail quotidien, spécialisé et divisé en corps de métiers ». Les fondateurs des sections centrales devaient s'adresser aux travailleurs déjà organisés plus ou moins par les nécessités du travail collectif dans chaque industrie particulière, afin de créer autour d'eux « autant de sections de métier qu'il y avait d'industries différentes ». C'est ainsi que les sections centrales qui représentent partout l'âme ou l'esprit de l'AIT devinrent des organisations réelles et puissantes.

La section centrale, et par extension l'organisation générale des sections centrales sur le plan international, est donc la structure qui donne à l'organisation ouvrière son sens profond, en offrant des perspectives élargies aux travailleurs qui y adhèrent. C'est elle qui définit et constitue le prolétariat en classe en affirmant et en pratiquant le principe de la solidarité d'intérêts des travailleurs.

La section de métier est celle qui unifie les travailleurs selon le principe de la matière, alors que la section centrale les unifie selon le principe de la connaissance.

Bakounine affirme une correspondance entre ces deux processus, entre ces deux instances organisationnelles, et c'est leur synthèse qui constitue l'organisation de classe dans les formes qui lui permettront de constituer un substitut à l'organisation étatique. Alors que dans la société bourgeoise les structures verticales (productives) et horizontales (décisionnelles, politiques) sont séparées, ce qui signifie nécessairement la subordination des secondes aux premières ; alors que dans le communisme d'Etat elles sont totalement fusionnées et concentrées, impliquant la subordination des parties au centre, Bakounine envisage ces structures dans une complémentarité – le fédéralisme – où chaque niveau est autonome dans le cadre de ses attributions et où existent des contrepois à l'accaparement du pouvoir par le centre (puisque

le principe d'autonomie retire au centre la *matière* sur laquelle l'autorité peut s'exercer), et des garanties contre les mouvements centrifuges par l'affirmation du principe de la solidarité des parties au tout. Ainsi se trouve défini l'« anarchisme », plus exactement le « socialisme révolutionnaire »⁵⁵ auquel se réfère Bakounine.

Beaucoup, note Bakounine, pensent qu'une fois leur mission accomplie – la création d'une puissante organisation – les sections centrales devraient se dissoudre, ne laissant plus que des sections de métier. C'est une grave erreur, dit-il, car la tâche de l'AIT « n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre éminemment politique »⁵⁶.

En d'autres termes, Bakounine ne limite pas l'organisation de masse des travailleurs à une simple fonction de lutte économique : en retirant à l'AIT ses sections centrales, on retirerait à l'organisation le lieu où peut se faire une élaboration politique, une réflexion indispensable des travailleurs sur les finalités de leur action. Unifiant dans un premier temps les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats, l'organisation de classe est aussi le lieu où s'élabore et où se met en œuvre la politique qui mènera à leur émancipation. Peut-on encore accuser Bakounine d'indifférentisme politique⁵⁷ ?

Bakounine a exposé son point de vue de manière extrêmement claire dans des articles qui étaient publiés dans la presse ouvrière de l'époque. Ses positions n'ont jamais été réfutées de manière argumentée par Marx. Seule la polémique y a répondu. Cependant, l'exilé londonien avait parfaitement saisi de quoi il s'agissait. Rappelons sa lettre à Lafargue du 19 avril 1870 dans laquelle il traite de révolutionnaire russe d'« âne », et où il résume l'idée de Bakounine en déclarant que le rôle de la classe ouvrière « se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants ». C'est un résumé très sommaire, certes, mais parfaitement exact de la pensée de Bakounine.

Les minorités révolutionnaires

Bakounine est largement redevable à Proudhon de sa sociologie des classes sociales. A la veille de la constitution de l'Internationale, Proudhon rédige en quelque sorte son testament politique dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. C'est un étonnant exposé de la situation du mouvement ouvrier de l'époque. Il expose les conditions pour que le prolétariat puisse parvenir à la capacité politique et conclut qu'alors, toutes les conditions ne sont pas remplies :

⁵⁵ Bien entendu à ne pas confondre avec le mouvement de même nom apparu en Russie.

⁵⁶ *Protestation de l'Alliance*.

⁵⁷ « Indifférentisme » : néologisme inventé par Bakounine dans *L'empire knouto-germanique* pour désigner l'indifférence envers une croyance ou une doctrine. La plupart des textes de Bakounine sont écrits en français, et on y trouve quelques inventions savoureuses.

1. La classe ouvrière est arrivée à la conscience d'elle-même « au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'Etat », dit-il ; « comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise ».

2. Elle possède une « idée », une notion « de sa propre constitution », elle connaît « les lois, conditions et formules de son existence ».

3. Mais Proudhon s'interroge pour savoir si « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». Il répond par la négative : la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permette son émancipation.

L'action du prolétariat est déterminée par les conditions de son développement réel. Les formes et la stratégie de la lutte dépendent de ce développement réel, des rapports qui existent entre la classe ouvrière et les autres classes.

Bakounine, de son côté, analyse l'émergence du mouvement ouvrier en une dialectique en trois mouvements :

1. Le prolétariat accède à la conscience de classe avec « la compréhension réelle et vivante de ses maux réels »⁵⁸ ;

2. Il s'éduque par l'action organisée contre le capital « qui convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d'une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire » ;

3. Par la liberté du débat politique dans l'organisation et par l'expérience des luttes, le prolétariat construira alors « son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique⁵⁹ »

La classe ouvrière, pense Bakounine, n'a pas encore atteint un stade suffisant de maturité pour se passer d'une minorité révolutionnaire. Le prolétariat est fractionné par les différentes langues, cultures et degrés de maturité, par les préjugés politiques et religieux. L'AIT est l'instrument irremplaçable pour l'unifier, c'est pourquoi Bakounine s'oppose à l'établissement d'un programme politique obligatoire dans l'organisation. Il pense que l'expérience des luttes et la pratique de la solidarité créeront naturellement cette unité. En attendant, cette partie la plus consciente du prolétariat et des intellectuels qui ont rallié son combat doit s'organiser pour accélérer ce processus d'unification.

« On ne peut commettre de plus grande faute que de demander soit à une classe, soit à une institution, soit à un homme, plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les tue.

⁵⁸ *Protestation de l'Alliance.*

⁵⁹ *Écrit contre Marx.*

L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore, le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ⁶⁰ ? »

Dans le vocabulaire de Bakounine, la lutte politique est la lutte électorale. Il faut, pense-t-il, à tout prix préserver l'AIT de cette tentation, ce qui ne signifie aucunement que l'Internationale doit se désintéresser de la politique, au contraire.

Les principes généraux que développe Bakounine sont cependant en partie contredits par ce qu'il dit sur les capacités effectives de l'AIT en matière d'action révolutionnaire à *ce moment-là*. L'AIT a donné aux travailleurs un commencement d'organisation en dehors des frontières des États et en dehors du monde bourgeois. Elle contient, de plus, « les premiers germes de l'organisation de l'unité à venir ». Mais, pense Bakounine, elle n'est pas encore une institution suffisante pour organiser et diriger la révolution. « L'Internationale prépare les éléments de l'organisation révolutionnaire, mais elle ne l'accomplit pas » ⁶¹. Elle organise la lutte publique et légale des travailleurs. Elle fait la propagande théorique des idées socialistes. L'AIT est un milieu favorable et nécessaire à l'organisation de la révolution, « mais elle n'est pas encore cette organisation ». Elle regroupe tous les travailleurs sans distinction d'opinion, de religion, à condition qu'ils acceptent le principe de la solidarité des travailleurs contre les exploités. En elle-même, cette condition suffit à opérer la séparation radicale des classes que préconisait Proudhon, mais elle est insuffisante pour donner au prolétariat une orientation révolutionnaire.

Les réserves formulées par Bakounine sur la capacité de l'AIT à conduire seule le prolétariat vers la révolution sociale alimenteront un débat : est-ce une situation circonstancielle, liée à l'insuffisante expérience historique de la classe ouvrière de l'époque, ou est-ce une situation intrinsèque à ce type d'organisation ?

Une organisation regroupant une minorité révolutionnaire structurée est indispensable.

Ce constat étant fait, une question reste cependant posée : celle du mode d'organisation des militants révolutionnaires et de leurs rapports avec l'organisation de masse. Il est évident que doit exister, *quelque part*, une organisation des révolutionnaires. Selon Bakounine, cette organisation a moins pour rôle de prendre le contrôle de l'organisation de masse que de l'inciter à développer sa logique interne qui est d'embrasser la société entière. Rappelons qu'en 1870, *la forme de cette organisation était encore à découvrir ; elle l'est peut-être encore*. Il ne faut donc pas analyser cette question de manière anachronique, en

⁶⁰ *Écrit contre Marx*, Champ libre, III, p. 183.

⁶¹ « Frères de l'Alliance en Espagne » 12-13 juin 1872.

projetant sur le contexte de l'époque les données issues de l'expérience historique du siècle qui a suivi.

Cette organisation, c'est l'Alliance internationale pour la démocratie socialiste, fondée en 1868, le dernier jour du deuxième congrès de la Ligue pour la paix et de la liberté, organisation de démocrates bourgeois dont Bakounine venait de démissionner. C'est alors qu'il écrit à Marx cette lettre (22 décembre 1868) dans laquelle il dit à Marx : « Je suis ton disciple et je suis fier de l'être. » Il reconnaît donc s'être engagé dans la lutte des classes avec vingt ans de retard par rapport à Marx. Certes Bakounine est aussi motivé par le besoin d'amadouer Marx pour faire admettre l'Alliance en tant que telle dans l'Internationale – Marx ne sera pas dupe. On ne peut cependant pas douter de la sincérité avec laquelle Bakounine admettait le rôle capital joué par Marx. Malgré les divergences profondes qui opposaient les deux hommes, le révolutionnaire russe choisit toujours le critère de classe lorsqu'un choix important se présentait dans les débats politiques opposant les différents courants de l'AIT. Bakounine ne sous-estimait pas l'importance de ses divergences avec Marx, mais il a choisi de retarder le plus possible le moment où il serait forcé de les exposer publiquement.

L'un des documents où Bakounine expose le plus clairement la fonction de l'Alliance est une lettre à un Espagnol – faut-il s'en étonner ? – Tomás González Morago, l'un des trois fondateurs de l'Internationale à Madrid avec Lorenzo et Mora. L'Alliance, lui écrit-il le 21 mai 1872, est le « complément nécessaire de l'Internationale ». L'une et l'autre ont le même but mais poursuivent des objets différents. L'Internationale a pour mission de « réunir les masses ouvrières, les millions de travailleurs, à travers les différences des métiers et des pays, à travers les frontières de tous les États, en un seul corps immense et compact » ; l'Alliance, quant à elle, « a pour mission de donner à ces masses une direction⁶² réellement révolutionnaire ».

« Les programmes de l'une et de l'autre, sans être aucunement opposés, sont différents par le degré même de leur développement respectif. Celui de l'Internationale, si on le prend seulement au sérieux, contient en germe, mais seulement en germe, tout le programme de l'Alliance. Le programme de l'Alliance est l'explication dernière de celui de l'Internationale. »

On serait tenté de voir là le modèle social-démocrate de division du travail entre lutte politique assurée par le parti et

⁶² Sous la plume de Bakounine, il faut sans doute entendre le mot « direction » dans le sens d'« orientation », mais le révolutionnaire russe de faisait pas dans la phobie des directions, dans le sens de « chefs », comme le fera le mouvement anarchiste plus tard.

lutte économique assurée par le syndicat. D'autant que Bakounine revient encore une fois dans cette lettre sur l'idée que l'AIT ne doit pas imposer de doctrine : si les fondateurs de l'Internationale l'avaient fait, ils auraient « fondé une très petite association, une secte, non le camp retranché du prolétariat du monde entier contre les classes dominantes et exploitantes »⁶³. Formellement, on a donc le même type de rapport. Il y a cependant une différence fondamentale : d'abord cette division du travail n'a pas vocation à perdurer. L'objectif de la social-démocratie est la conquête du pouvoir politique par le parti⁶⁴ tout en conservant cette division du travail ; dans l'optique des militants de l'Alliance, l'objectif est la conquête du pouvoir social par l'organisation de classe.

La Lettre à Morago présente un réel intérêt parce qu'elle est adressée à un militant de confiance, un membre de l'Alliance, et Bakounine s'y exprime sans réserves. Cette lettre a été écrite quelques mois avant son exclusion de l'Internationale. Bien entendu, le révolutionnaire russe est au courant de ce qui se trame à Londres contre lui et ses amis. On a l'impression que l'insistance incroyable avec laquelle il martèle la nécessité de maintenir l'unité fondamentale de l'Internationale, sur la base des nécessités pratiques, est motivée par la conscience qu'il a que cette unité va être battue en brèche.

La crainte qu'a Bakounine du danger que court l'Internationale apparaît dans un autre passage de sa lettre. Il fait le constat d'une coupure de fait entre les Anglais, les Américains et les Allemands d'une part, les Français, les Belges, les Espagnols, les Italiens et les Slaves de l'autre. « Faut-il établir deux Internationales ? L'une Germanique, l'autre Latino-Slave ? » demande-t-il. Ce serait un triomphe pour la bourgeoisie. Il pose alors une nouvelle question : « Y a-t-il une possibilité de concilier le programme marxien avec le nôtre ? » La réponse est non. Troisième question : « Faut-il enfin pour l'amour de la paix et pour sauver l'unité de l'Internationale – sacrifier un de ces programmes à l'autre » ? La réponse est encore non.

« Que faire alors ? – Il faut chercher cette unité là où elle se trouve, et non là où elle ne peut se trouver. Il faut la chercher non dans des théories soit politiques, soit philosophiques, mais dans les aspirations solidaires du prolétariat de tous les pays à l'émancipation matérielle ou économique – Sur le terrain de la lutte économique, pratique quotidienne du travail exploité par le capital. »

⁶³ « ...imposez le programme de l'Alliance à l'Internationale, et l'Internationale ne comptera plus en son sein, dans toute l'Europe, à peine 2 ou 3 mille membres », dit encore Bakounine dans sa lettre.

⁶⁴ Ce qui définit l'approche social-démocrate de la question est la division du travail parti-syndicat, indépendamment des modalités – pacifiques ou violentes.

La solidarité concrète des membres de l'Internationale est le seul point vraiment obligatoire, qui fonde l'unité de l'organisation. Tout le reste est accessoire. Les débats qui se déroulent dans les congrès sur « l'instruction intégrale, l'abolition des États ou l'émancipation du prolétariat par l'Etat, l'émancipation de la femme ⁶⁵, la propriété collective, l'abolition du droit d'héritage, l'athéisme, le matérialisme ou le déisme » constituent des questions très intéressantes et leur discussion est fort utile au développement intellectuel et moral du prolétariat, mais aucun congrès n'a le pouvoir de résoudre ces questions ni de les imposer aux membres de l'Internationale. Aujourd'hui, en 1872, l'enjeu a changé. Après la guerre franco-prussienne, après la Commune et l'unification de l'Allemagne les rapports de forces se sont modifiés ; en outre, l'emprise de Marx et de son entourage sur l'appareil de l'Internationale ne semble pas pouvoir être remis en cause. « L'organisation de la lutte internationale, économique, pratique, quotidienne du travail contre le capital, voilà donc le seul but explicite, la seule loi obligatoire, suprême de l'Internationale. »

A quatre mois de son exclusion de l'AIT, Bakounine réaffirme que la solidarité qui unit les travailleurs est « complètement indépendante des différents courants politiques et philosophiques suivis par les masses ouvrières dans différents pays. Si les ouvriers de l'Allemagne, par exemple, font grève, s'ils se révoltent contre les bourgeois-exploiteurs, vous ne leur demandez pas s'ils croient en Dieu ou s'il n'y croient pas, s'il sont pour l'Etat ou contre l'Etat ? Vous les soutiendrez dans la mesure de vos forces parce que ce sont des travailleurs soulevés contre leurs exploiters ⁶⁶. »

La réflexion sur l'organisation de la minorité révolutionnaire à l'époque de Bakounine et de Marx doit éviter l'anachronisme qui consiste à aborder la question dans les termes où elle s'est présentée avec l'apparition de l'aile radicale de la social-démocratie – le bolchevisme – au début du XX^e siècle. Il faut garder à l'esprit que les débats qui ont marqué la rupture du marxisme révolutionnaire avec la II^e Internationale n'ont pas encore eu lieu ; il faut aussi se rappeler que le marxisme tel qu'il apparaissait à l'époque était essentiellement parlementaire.

Dans les années 1860-1870, on assiste à des tentatives non abouties de constituer une organisation révolutionnaire. Personne à l'époque n'a trouvé de solution acceptable. Si Bakounine oscille entre organisation publique et organisation secrète – les organisations ouvrières sont illégales en France, en Italie, en Espagne, en Belgique – les organisations secrètes en question sont plus des réseaux de militants qui correspondent

⁶⁵ L'émancipation de la femme était une question à laquelle Bakounine était tout particulièrement attaché.

⁶⁶ Lettre à T.G. Morago, 21 mai 1872. Comme pour montrer qu'il ne confond pas la direction allemande de l'AIT et le prolétariat allemand, Bakounine revient à plusieurs reprises sur la nécessité de soutenir les travailleurs allemands en cas de conflit.

entre eux qu'une instance qui prétend se poser en direction du prolétariat international. L'objectif principal est de regrouper les militants actifs et décidés, afin de constituer des cadres révolutionnaires, tâche qui, chronologiquement, semble naturelle lorsqu'on veut imprimer une certaine orientation à une organisation de masse.

Bakounine a posé le problème de l'organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec les masses. Il l'a posé en opposition à la stratégie politique de Marx, électoraliste et parlementaire. Les successeurs de Marx oublient volontiers que pendant la révolution de 1848, en Allemagne, existait une organisation révolutionnaire, la Ligue des Communistes, que Marx et Engels ont dissoute.

Dans une large mesure, il s'agit d'une période de tâtonnements, et les modalités d'organisation des révolutionnaires n'apparaissent pas avec l'évidence et les certitudes que développeront plus tard un Lénine.

On peut noter d'ailleurs que l'essentiel de la critique léninienne de la social-démocratie allemande, qui fonde le bolchevisme, a déjà été faite trente ans auparavant par Bakounine. Ce dernier n'a pas trouvé de solution au problème qu'il a posé. On sait maintenant que Lénine non plus.

Il reste que Bakounine a développé une théorie de l'organisation du prolétariat qui mérite mieux que les simplismes réducteurs de ses adversaires et aussi, il faut le dire, parfois de ceux qui se réclament du même courant que lui.

La description de l'organisation faite par Bakounine constitue une véritable anticipation de ce que sera l'anarcho-sydicalisme. Il se place dans la continuité de Proudhon qui entendait remplacer la démocratie politique fondée sur le suffrage universel par la démocratie industrielle. Cette approche a d'ailleurs été partagée par une fraction du parti bolchevik, l'Opposition ouvrière d'Alexandra Kollontai et de Schliapnikov, qui furent d'ailleurs accusés d'« anarcho-syndicalisme » par Lénine.

Sur le fédéralisme	1
L'héritage de Proudhon : Le fédéralisme.....	1
L'unité.....	6
L'autorité.....	7
Kropotkine et le fédéralisme	9
Un principe opposé à l'Etat.....	11
Le présupposé méthodologie de Kropotkine	14
Retour sur Bakounine : prolétariat et organisation fédérative	16
Prolétariat et organisation	16
« Sections de métier » et « sections centrales ».....	23
Les minorités révolutionnaires.....	28